e-Migrinter

7 | 2011

Réflexions croisées sur les migrations en Afrique de l'Ouest

« Les migrations internationales peuvent-elles contribuer au développement des régions de départ ? »

Compte rendu du Café géographique, Strasbourg, 8 décembre 2010

Marie Chabrol

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/e-migrinter/911>

DOI : 10.4000/e-migrinter.911

ISSN : 1961-9685

Éditeur

UMR 7301 - Migrinter

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 89-90

ISSN : 1961-9685

Référence électronique

Marie Chabrol, « « Les migrations internationales peuvent-elles contribuer au développement des régions de départ ? » », *e-Migrinter* [En ligne], 7 | 2011, mis en ligne le , consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/e-migrinter/911> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.911>

Tous droits réservés

« Les migrations internationales peuvent-elles contribuer au développement des régions de départ ? »

Café Géographique, Strasbourg, 8 décembre 2010

Compte rendu par Marie Chabrol

Comme toutes les grandes villes universitaires, Strasbourg a ses « cafés géographiques ». Ils se déroulent chaque mois, au Nuevo Café Milano, un café à l'ambiance cosy, fréquenté par les étudiants et les enseignants de l'Université. Face à un petit comité de passionnés de géographie, Gildas Simon, fondateur du laboratoire MIGRINTER, est venu y parler de migrations et de développement, un soir de décembre enneigé. Ce fut l'occasion de rappeler les fondements d'un débat ancien, réalimenté par des travaux récents.

Les migrations peuvent-elles contribuer au développement des pays de départ ? Gildas Simon a longtemps pensé le contraire, notamment dans des régions comme le Sud tunisien, où l'émigration dans les années 1970 était un phénomène social intense, créant une concurrence déloyale aux activités locales traditionnelles, entraînant peu à peu l'abandon des terres productives et la construction de maisons ostentatoires.

Avec le temps, mais aussi avec l'augmentation du nombre de travaux consacrés au développement à différentes échelles, Gildas Simon a changé de point de vue.

Selon l'ONU en 2010, il y aurait actuellement 210 millions de migrants dans le monde (considérés comme toute personne résidant dans un autre pays que son pays d'origine pour une durée égale ou supérieure à un an), auxquels l'on peut ajouter 20 à 30 millions de migrants irréguliers. Les deux tiers de ces migrants sont originaires de pays du Sud : d'Asie, des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Afrique.

Le développement, selon Gildas Simon, ne signifie pas simplement la croissance économique dans un territoire donné, mais aussi l'élévation qualitative du niveau de vie (l'accès à l'éducation, aux soins de santé, la baisse de la mortalité infantile, etc.). Ce « développement humain » n'est pas possible sans la participation de la population, qu'il s'agisse des personnes sur place ou de ceux qui ont migré.

Parmi les migrants, trois types de relations aux espaces d'origine se dessinent : ceux qui quittent définitivement le pays et

rompent tout lien, les travailleurs saisonniers qui font des navettes et ceux, la majorité, qui s'installent de manière permanente dans un autre pays tout en conservant des liens étroits avec leur pays de départ.

Aujourd'hui, le développement des systèmes de transport, la baisse des coûts, Internet et les nouveaux moyens de communication permettent le maintien de liens forts, affectifs et économiques. À l'échelle mondiale, les remises (l'argent envoyé par les migrants dans leur pays d'origine) représentent 280 à 300 milliards de dollars par an, une somme très supérieure aux aides publiques au développement et aux investissements directs à l'étranger (IDE). Les premiers financeurs des pays du Sud sont donc les migrants eux mêmes... Au Maroc par exemple, les remises des Marocains résidant à l'étranger (les MRE) sont plus importantes que les revenus du tourisme et du phosphate. Les États l'ont bien compris, surtout ceux qui reçoivent peu de devises. Certains, comme le Mexique, s'en servent aussi comme un levier pour le développement local : dans le centre-ouest du Mexique, explique Gildas Simon, les autorités locales et l'État investissent chacun un dollar pour chaque dollar investi par un migrant.

Au niveau de la sphère familiale, dans les espaces de départ, toutes les familles de migrants ont des niveaux de vie supérieurs à ceux des familles sans migrants. 500 millions de personnes vivent ainsi de la migration, qui représente ainsi la forme de redistribution des richesses la plus efficace au monde et joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté.

Le Sud tunisien, extrêmement pauvre dans les années 1960, reçoit des remises depuis plus de 40 ans. C'est aujourd'hui devenu une région riche, bien plus riche que d'autres régions de Tunisie, où l'épargne s'est accumulée et a permis le développement du tourisme, tandis que l'État y a développé les infrastructures.

Marie Chabrol
Doctorante en géographie
Migrinter UMR 6588
CNRS / Université de Poitiers
machabrol@gmail.com